

TABLEAU COMPARATIF

Texte en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Code de l'action sociale et des familles</p>	<p>—</p> <p>Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers</p>	<p>—</p> <p>Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers</p>
	<p>Article 1^{er}</p>	<p>Article 1er</p>
<p><i>Art. L. 121-7.</i> — Sont à la charge de l'État au titre de l'aide sociale :</p>		<p><i>(Sans modification)</i></p>
<p>1° Les dépenses d'aide sociale engagées en faveur des personnes mentionnées aux articles L. 111-3 et L. 232-6 ;</p>		
<p>2° Les frais d'aide médicale de l'Etat, mentionnée au titre V du livre II ;</p>		
<p>3° La part du revenu de solidarité active financée par le fonds national des solidarités actives en application de l'article L. 262-24 ;</p>		
<p>4° L'allocation simple aux personnes âgées, mentionnée à l'article L. 231-1 ;</p>		
<p>5° L'allocation différentielle aux adultes handicapés, mentionnée à l'article L. 241-2 ;</p>		
<p>6° Les frais d'hébergement, d'entretien et de formation professionnelle des personnes handicapées dans les établissements de rééducation professionnelle, mentionnés aux articles L. 344-3 à L. 344-6 ;</p>		
<p>7° Les frais de fonctionnement des centres d'aide par le travail, mentionnés aux articles ;</p>		
<p>8° Les mesures d'aide sociale en matière de logement, d'hébergement et de réinsertion, mentionnées aux articles L. 345-1 à L. 345-3 ;</p>		

Texte en vigueur

9° L'allocation aux familles dont les soutiens indispensables accomplissent le service national, mentionnée à l'article L. 212-1 ;

10° Les frais d'accueil et d'hébergement des étrangers dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile mentionnés à l'article L. 348-1.

Art. L. 223-2. — Sauf si un enfant est confié au service par décision judiciaire ou s'il s'agit de prestations en espèces, aucune décision sur le principe ou les modalités de l'admission dans le service de l'aide sociale à l'enfance ne peut être prise sans l'accord écrit des représentants légaux ou du représentant légal du mineur ou du bénéficiaire lui-même s'il est mineur émancipé.

En cas d'urgence et lorsque le représentant légal du mineur est dans l'impossibilité de donner son accord, l'enfant est recueilli provisoirement par le service qui en avise immédiatement le procureur de la République.

Si le représentant légal est en mesure de donner son accord mais le refuse, le service saisit l'autorité judiciaire en vue de l'application de l'article 375-5 du code civil.

Texte de la proposition de loi

L'article L. 121-7 du code de l'action sociale et des familles est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« 11° Les frais de prise en charge, dans les centres d'accueil définis à l'article L. 345-1-1, des mineurs mentionnés au 1° de l'article L. 511-4 et à l'article L. 521-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

« 12° Les frais de prise en charge des mineurs isolés étrangers confiés, en application d'une mesure judiciaire d'assistance éducative, à un service départemental de l'aide sociale à l'enfance ou à un service ou un établissement habilité pour l'accueil de mineurs. »

Article 2

Article 2

(Sans modification)

Texte en vigueur

Si, dans le cas prévu au deuxième alinéa du présent article, l'enfant n'a pas pu être remis à sa famille ou le représentant légal n'a pas pu ou a refusé de donner son accord dans un délai de cinq jours, le service saisit également l'autorité judiciaire en vue de l'application de l'article 375-5 du code civil.

En cas de danger immédiat ou de suspicion de danger immédiat concernant un mineur ayant abandonné le domicile familial, le service peut, dans le cadre des actions de prévention, pendant une durée maximale de soixante-douze heures, accueillir le mineur, sous réserve d'en informer sans délai les parents, toute autre personne exerçant l'autorité parentale ou le tuteur, ainsi que le procureur de la République. Si au terme de ce délai le retour de l'enfant dans sa famille n'a pas pu être organisé, une procédure d'admission à l'aide sociale à l'enfance ou, à défaut d'accord des parents ou du représentant légal, une saisine de l'autorité judiciaire est engagée.

Pour toutes les décisions relatives au lieu et au mode de placement des enfants déjà admis dans le service, l'accord des représentants légaux ou du représentant légal est réputé acquis si

Texte de la proposition de loi

Après le cinquième alinéa de l'article L. 223-2 du code de l'action sociale et des familles, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La procédure prévue à l'alinéa précédent est également applicable en cas de danger immédiat ou de suspicion de danger immédiat concernant un mineur mentionné au 1° de l'article L. 511-4 et à l'article L. 521-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Le procureur de la République est informé sans délai. Au terme du délai de soixante-douze heures, si l'intéressé n'a pas fait, antérieurement, l'objet d'une mesure de placement provisoire ou d'assistance éducative, il fait l'objet d'une mesure de placement provisoire dans le centre d'accueil mentionné à l'article L. 345-1-1 dans le ressort duquel est situé le département où il a été trouvé. »

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Texte en vigueur

celui-ci n'a pas fait connaître son opposition dans un délai de quatre semaines à compter du jour où il a reçu la notification de la demande du service, ou de six semaines à compter de la date d'envoi s'il n'a pas accusé réception de la notification.

Sous réserve des pouvoirs reconnus à l'autorité judiciaire, les mesures prises dans le cadre du présent chapitre ne peuvent en aucun cas porter atteinte à l'autorité parentale que détiennent le ou les représentants légaux de l'enfant, et notamment au droit de visite et au droit d'hébergement.

Art. L. 226-3. — Le président du conseil général est chargé du recueil, du traitement et de l'évaluation, à tout moment et quelle qu'en soit l'origine, des informations préoccupantes relatives aux mineurs en danger ou qui risquent de l'être. Le représentant de l'Etat et l'autorité judiciaire lui apportent leur concours.

Des protocoles sont établis à cette fin entre le président du conseil général, le représentant de l'État dans le département, les partenaires institutionnels concernés et l'autorité judiciaire en vue de centraliser le recueil des informations préoccupantes au sein d'une cellule de recueil, de traitement et d'évaluation de ces informations.

Art. L. 228-3. — Le département prend en charge financièrement au titre de l'aide sociale à l'enfance, à l'exception des dépenses résultant de placements dans des établissements et services publics de la protection judiciaire de la jeunesse, les dépenses

Texte de la proposition de loi

Article 3

Au début du premier alinéa de l'article L. 226-3 du code de l'action sociale et des familles, sont insérés les mots : « Sous réserve des dispositions de l'article L. 345-1-1, ».

Article 4

Au début du premier alinéa de l'article L. 228-3 du code de l'action sociale et des familles, sont insérés les mots : « Sous réserve des dispositions des 11° et 12° de l'article L. 121-7, ».

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Article 3

(Sans modification)

Article 4

(Sans modification)

Texte en vigueur

d'entretien, d'éducation et de conduite de chaque mineur :

1° Confié par l'autorité judiciaire en application des articles 375-3, 375-5 et 433 du code civil à des personnes physiques, établissements ou services publics ou privés ;

2° Confié au service de l'aide sociale à l'enfance dans les cas prévus au 3° de l'article L. 222-5 ;

3° Ou pour lequel est intervenue une délégation d'autorité parentale, en application des articles 377 et 377-1 du code civil, à un particulier ou à un établissement habilité dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Il prend également en charge les dépenses afférentes aux mesures d'action éducative en milieu ouvert exercées sur le mineur et sa famille en application des articles 375-2, 375-4 et 375-5 du code civil et confiées soit à des personnes physiques, établissements et services publics ou privés, soit au service de l'aide sociale à l'enfance.

Texte de la proposition de loi

Article 5

Après l'article L. 345-1 du code de l'action sociale et des familles, il est inséré un article L. 345-1-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 345-1-1.* — Au niveau régional ou interrégional, au moins un centre provisoire d'hébergement mentionné à l'article L. 345-1, ou un service ou établissement conventionné ou habilité par la protection judiciaire de la jeunesse, reçoit compétence pour accueillir, héberger et accompagner, sur décision judiciaire de placement provisoire, les mineurs mentionnés au 1° de l'article L. 511-4 et à l'article L. 521-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

« Dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'État, ces centres d'accueil ont pour mission de mettre en oeuvre des procédures

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Article 5

(Sans modification)

Texte en vigueur

Texte de la proposition de loi

**Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique**

d'investigation, d'évaluation et
d'orientation afin :

« - de déterminer l'identité, le
statut et la situation des jeunes étran-
gers ;

« - de rechercher leurs familles
et d'étudier les possibilités de retour
dans leur pays d'origine ou au sein de
leur famille ;

« - de définir, lorsque la situa-
tion des intéressés justifie leur maintien
sur le territoire national, les conditions
de prise en charge adaptées à leur cas.

« Les informations recueillies
sont communiquées sans délai à
l'autorité judiciaire. »

Article 6

Après l'article L. 611-7 du code
de l'entrée et du séjour des étrangers et
du droit d'asile, il est inséré un article
L. 611-7-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 611-7-1.* — Afin de
mieux assurer la protection des mineurs
mentionnés au 1° de l'article L. 511-4
et à l'article L. 521-4, les empreintes
digitales ainsi qu'une photographie des
jeunes étrangers invoquant le bénéfice
de ces dispositions peuvent être rele-
vées, mémorisées et faire l'objet d'un
traitement automatisé dans les condi-
tions fixées par la loi n° 78-17
du 6 janvier 1978 relative à
l'informatique, aux fichiers et aux li-
bertés.

« Un décret en Conseil d'État,
pris après avis de la Commission na-
tionale de l'informatique et des liber-
tés, précise les informations enregis-
trées, leur durée de conservation et les
conditions de leur mise à jour, les caté-
gories de personnes pouvant y accéder
et les modalités d'habilitation de celles-
ci ainsi que, le cas échéant, les condi-
tions dans lesquelles les personnes inté-
ressées peuvent exercer leur droit
d'accès. »

Article 6

(Sans modification)

Texte en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<hr/> Code général des impôts	<hr/> Article 7	<hr/> Article 7
<i>Art. 575 et 575 A.</i>	Les conséquences financières pour l'État de la présente loi sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.	<i>(Sans modification)</i>